



Réforme du mode de scrutin: La saga qui dure, p.3



Espèces médiatiques en voie d'extinction, p.4



Dossier: Le PQ post-Boisclair, p.8

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 10 • n° 09

Juin 2007

3,50\$

Bye bye André, bonjour Sarko!

Les origines du proto-fascisme au Québec et en France

QUELQUES JOURS APRÈS L'ÉLECTION DE NICOLAS SARKOZY EN FRANCE, André Boisclair quitte son poste à la tête du Parti québécois. Les canons tonnent, les langues sales se déchaînent. L'homme est conspué, dénigré, rejeté. Bye bye André.

Pourtant, ceux qui le décriaient dès la course à la chefferie étaient toujours présentés comme incapables de voir les qualités incontestables de ce brillant ministre pourtant si prometteur. Maintenant qu'il est tombé, que dit-on des qualités de gestionnaire qu'on lui vantait? De sa grande connaissance du monde politique, qui lui venait d'y avoir trempé si jeune? Rappelle-t-on encore sa « fameuse » politique de l'eau? Que nenni, le Boisclair fini maintenant en hachis.

C'est que les qualités que les analystes de tout acabit trouvaient à André Boisclair sont précisément celles qui ont mené à sa perte. Ce que notre intelligentsia a applaudi, avant, pendant et après la campagne dans ce souriant personnage, c'est exactement ce qui l'a coulé. Autant son lancement de campagne, son attitude au débat des chefs et sa réaction face à la montée de Dumont opèrent de la même stratégie erronée et qui refuse de voir une réalité évidente. La population du Québec a voté contre une certaine façon de faire de la politique aux dernières élections. Elle a voté contre les technocrates « je sais tout » qui ont menés le Québec depuis la révolution tranquille.

Ce sont ces technocrates qui lui ont vendu le social-étatisme sous le nom de révolution tranquille dans les années 70, le libre-échange dans les années 80 et le néolibéralisme à tous crins dans les années 90. Ce ne sont pas les effets, bénéfiques ou désastreux, de ces différentes politiques qui ont provoqué l'écœurement de nos concitoyens, c'est le *pitch* de vente. La cassette de la prudence technocratique est usée. Les commissions d'enquête, les études, les prises de positions molasses et sans substances, les discours aplatventristes devant une économie toute puissante et les réponses qui veu-

lent dire tout et son contraire ont fini par rendre le spectacle politique complètement apolitique. Là où devraient se discuter des enjeux importants, là où les passions devraient se croiser, il n'est plus question que de technique ou d'attaques personnelles.

latentes dans les émissions de radio poubelle, dans les *think tanks* conservateurs et dans les colonnes de journaux populistes. Les peuples français et québécois ne sont certes pas fascisants, mais les hommes politiques (car il s'agit bien d'hommes) qu'ils mettent au premier plan de leur vie publique le sont très certainement. Ce seul constat est un recul important. Bien plus que par le succès du prêt-à-penser populiste de droite, cette fascination de nos élites politiques est causée en grande partie par les idées et surtout le style politique des technocrates drabes qui quittent actuellement la scène.

Pour y réagir il faut offrir plus que le social-libéralisme prétendument centriste que le Parti québécois et le Parti socialiste ont mis de l'avant depuis plusieurs années. Il faut des propositions qui redonnent de la force au politique et aux peuples, autant dans leur contenu que dans la manière d'être présentées. On avait l'étrange impression avec André Boisclair et Ségolène Royal qu'ils voulaient se faire ternes pour laisser toute la place à leurs idées alors qu'ils n'en présentaient aucune. Il s'agit maintenant de voir émerger une nouvelle classe politique de gauche chez qui le caractère émancipateur et porteur des idées n'aura d'égal que le charisme et la force de celles et ceux qui les porteront.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Là où devraient se discuter des enjeux importants, là où les passions devraient se croiser, il n'est plus question que de technique ou d'attaques personnelles.

C'est précisément ce qu'André Boisclair représente. C'est aussi, en France, l'image projetée par une Ségolène Royale. Dans les derniers résultats électoraux du Québec et de la France, c'est un type de politique qui est disqualifié. Qui reprend le flambeau? La droite, évidemment, comme la gauche n'existe à peu près plus. Pas n'importe quelle droite toutefois. Une droite passionnée, enflammée, capable de « dire les vraies affaires », de s'attaquer aux problèmes du « vrai monde » et de parler le langage de la rue. Ce n'est donc pas la droite affairiste et économique que pouvait représenter les Charest, Chirac et Chrétien qui prend le relais: celle-là aussi était devenue trop technocrate en plus de donner une impression de corruption répugnante.

La droite qui monte est une droite sociale en plus d'être affairiste et économique. Bonjour Dumont, Sarkozy et Harper! Cette droite n'hésite pas à diviser, à créer des tensions sociales, à voir des voitures brûler dans toutes les banlieues du monde. Elle centre l'attention sur des personnages charismatiques forts en gueule et en gestes, met volontiers en pratique les idées qui étaient



Le retour des politiciens

IL FAUT RETOURNER AUX ANNÉES CINQUANTE pour retrouver un peu l'équivalent de la présente situation politique au Québec, c'est-à-dire le populisme démagogique de Duplessis. Dans ces années-là toutefois, la Révolution tranquille se préparait, c'est-à-dire le contraire de ce qui s'annonce aujourd'hui avec l'ADQ.

Le 26 mars a révélé d'un seul coup un singulier repli réactionnaire d'une partie de la société québécoise. L'événement s'oppose au mouvement commencé en 1960 et à ce qui a suivi.

Avant 1960, qu'est-ce qu'on trouve? Vous savez très bien ce que l'on trouve. De la « politique ». Ce qui s'est produit le 26 mars, c'est le retour des *politiciens*. Charest est un politicien. Dumont, de même acabit, en pire, en est un autre. Nous voici, je le crains, replongés dans la politique opportuniste et insignifiante que la Révolution tranquille, dès 1960, avait vomie.

Qu'est-ce qui a bien pu se produire cette fois-ci? Un vide se creusait déjà depuis longtemps, un étonnant vide, semblable à des galeries souterraines. L'histoire marche le plus souvent comme une aveugle. Le fond des choses se déplace imperceptiblement. Les structures apparentes, partisans ou autres, subsistent pendant ce temps et elles sont trompeuses. On ne se rend guère compte de ce qui se passe. Arrive un moment où une sorte d'ébranlement tectonique montre la fragilité des fondations, que l'on sondait mal. Le même phénomène s'était produit en 1960, mais en sens inverse.

Aujourd'hui, ce que l'on voit renaître, ce n'est pas uniquement quelque chose comme le parti tant décrié d'avant la Révolution tranquille, l'Union nationale.

Ce qui ressemble à ce passé, par rapport à tout ce que nous avons connu depuis, c'est l'*élimination du sens*. Tout ce qui passe par Mario est frelaté.

Certaines circonstances ont contribué à amener le dénouement: les commandites, la déconfiture des libéraux, la vague conservatrice consécutive, le caractère répétitif du discours indépendantiste, la lassitude populaire à l'égard de la politique, à quoi Dumont a répondu par une démagogie susceptible de tirer fausement le peuple de son indifférence. En effet, une partie de la population, séduite, s'est sentie politiquement renaître dans ce mouvement truqué, qualifié de « rafraîchissant », de « nouveau ». Cette nouveauté n'est pourtant qu'un retour à la nullité d'antan et il se peut que le Québec ait un jour à payer cela très cher.

D'autres indices, d'une toute autre nature que les improvisations de Dumont, se manifestaient aussi, sans qu'on en devine trop la signification. Quelque chose n'allait pas, mais on ne savait trop quoi. Mentionnons à ce sujet les étranges caracolages du PQ, ses mots d'ordre intempêtifs (par exemple à propos du référendum), ou encore la dispersion des souverainistes et des sociaux-démocrates vers d'autres groupements. La vie continuait.

Il y a du reste de l'inavoué, à peine conscient, parmi les idées qu'on se fait de la situation. À quoi attribuer la perplexité du grand public en principe souverainiste? Peut-être à un sens diffus de la grande difficulté du projet, ou bien de la hauteur des obstacles qui s'y opposent, sentiment rarement exprimé mais ressenti au point de peser sur l'action.

Qu'est-ce qu'on peut faire? On « n'arrange » pas une dynamique politique. Le monde tourne à l'envers et, devant ce

renversement, chacun cherche des raisons plus ou moins discutables pour l'expliquer, ainsi que des expédients pour redresser la situation. On est loin du compte. Ce n'est pas avec des recettes qu'on redresse une situation pareille. On a affaire à un phénomène social dans toute sa profondeur. L'inspiration, en politique, ne s'invente pas. Comment remettre le Québec en mouvement?

Plutôt que de tenter d'imaginer des palliatifs chacun de son côté, il serait nécessaire d'abord, si possible, de refaire l'unité entre progressistes. En tout cas, on pourrait commencer par se rencontrer. Éventuellement, il faudrait laisser de côté l'esprit de chapelle, l'esprit d'orthodoxie, favoriser des convergences et moins protéger des structures partisans que se reconnaître mutuellement les mêmes orientations de base. Les chasses gardées ne favorisent pas d'orientations communes entre sociaux-démocrates et entre souverainistes. Chaque groupe est immobilisé dans son quartier.

Mais c'est là encore bien peu

dire. Il faudrait de plus que l'indépendantisme ne soit pas trop étroitement fermé sur soi. Il importe de le maintenir solidement, c'est sûr, mais tout le monde s'accorde pour dire qu'il y a impasse.

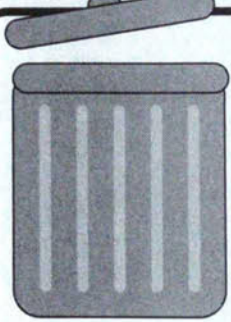
Prenez cette absurde distinction, à savoir qu'un parti souverainiste ne peut pas se présenter comme un parti de gouvernement. Rien n'est plus paralysant que cette folle idée.

En réalité, souverainisme et simple nationalisme peuvent et doivent s'allier dans une même politique complexe, le premier comme but mais aussi comme moyen d'appui pour le second, car la politique se joue sur plus d'un tableau. Autrement, on est dans l'abstraction.

PIERRE VADEBONCEUR, 11 mai 2007

Cette nouveauté n'est pourtant qu'un retour à la nullité d'antan et il se peut que le Québec ait un jour à payer cela très cher.





« La poubelle du Devoir »

Ce texte, envoyé le 26 avril dernier au journal *Le Devoir*, n'a pas trouvé grâce aux yeux de la vénérable institution de la rue Bleury...

Droit de visite pour le Canada en Afghanistan : une sinistre farce

ON DEVRAIT DONC ÊTRE RASSURÉS: afin d'éviter que des prisonniers remis par le Canada aux autorités afghanes ne soient torturés, on pourra leur rendre visite.

Rappelons-nous le cas de William Sampson, ressortissant canadien et britannique qui, ayant été injustement accusé de terrorisme, a passé près de 3 ans dans les geôles de l'Arabie saoudite. Il y a été torturé à un point tel qu'il a fait un crise cardiaque. A-t-il reçu la visite de diplomates canadiens durant sa détention? Oui. Ont-ils vu qu'il était torturé? Probablement, du moins Sampson le leur a clairement spécifié et son délabrement physique était évident. Ont-ils empêché les tortures? Aucunement. Lorsque Sampson parlait à l'ambassadeur canadien des traitements qu'il subissait quotidiennement, celui-ci lui reprochait plutôt de ne point collaborer avec les autorités saoudiennes. Aucun appui moral, nul bénéfice du doute ne lui ont été accordés. Sampson était considéré comme coupable et on fermait les yeux sur ses conditions de détention. Résultat, dès que Sampson retrouvait son cachot, ses tortion-

naires soudanais lui faisaient chèrement payer ses confidences.

À noter que les visites se faisaient sous la supervision des geôliers, lesquels entretenaient d'excellentes relations avec les diplomates canadiens...

Que ce soit dans le cas de l'affaire Arar, de celle de Sampson ou encore de celle de Bachan Singh Sogi (expulsé le 3 juillet 2006 vers l'Inde où il a effectivement été torturé), le Canada s'est avéré complice de torture. On ne compte plus les cas où il a renvoyé des demandeurs de droit d'asile vers des pays qui pratiquent la torture. Le comité de l'ONU contre la torture l'a d'ailleurs rappelé en mai 2005 et a exhorté le Canada à cesser ces renvois sans discernement. Mais l'attitude des autorités canadiennes n'a pas changé pour autant.

Alors, lorsque le ministre O'Connor tente de sauver sa peau en parlant de droit de visite, je ris jaune.

ISABELLE BAEZ

COURRIER DES LECTEURS

Un triste anniversaire

Le 17 avril 2007 marquait le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'infâme Loi constitutionnelle de 1982, malgré l'opposition du Québec. Au mépris de la plus élémentaire décence envers une composante essentielle de la fédération canadienne. Au mépris même des principes les plus fondamentaux du fédéralisme canadien, tels qu'ils devaient être proclamés par la Cour suprême du Canada dans son Avis sur le droit de sécession du Québec: le principe démocratique, le principe constitutionnel, le principe fédéraliste et le principe du respect des minorités.

Le Canada anglais a célébré ce jour glorieux de son histoire où il imposait à pratiquement le quart de sa population, sans avoir seulement pris la peine de consulter le peuple, une Charte des droits et libertés et une procédure de future modification constitutionnelle exigeant – ô cruelle ironie! – l'unanimité des États fédérés, pour les choses les plus importantes. Jour de honte et de deuil, et qui dure depuis vingt-cinq années, sans que pointe le moindre petit bout de la queue du chat... je veux dire le plus petit espoir que l'on veuille bien corriger cette ignominie, qui est la pierre d'assise du Canada moderne et éternel.

Et, selon nos politiciens pusillanimes et ineffables, nous

devrions continuer, pour vingt-cinq autres années ou l'éternité, d'endurer cette situation abjecte, de prendre notre mal en patience, de nous résigner à la fatalité, de nous contenter de notre pitance, du petit pain pour lequel nous sommes nés. Car «le fruit n'est pas mûr», nous expliquait récemment (*La Presse*, 17 avril 2007) notre bon ministre Pelletier.

Jusqu'à quand, Seigneur? («Usque tandem», dirait Bernard) faudra-t-il attendre que le fruit mûrisse? En vain: car il a pourri au royaume du Canada impavide. Il faudra bien, un jour, en prendre acte.

En attendant, on nous offre un fédéralisme d'ouverture, la belle affaire!

C'est plutôt une ouverture à la souveraineté qu'il nous faudrait, un souverainisme d'ouverture.

Marc Brière

Ils ont tout

Voilà ce que titre le Journal de Québec à propos des assistés sociaux en citant ou en résumant la pensée du nouveau ministre de la solidarité sociale, l'ineffable Sam Hamad. On croit rêver. Encore une fois, les boucs émissaires traditionnels sont désignés à la vindicte publique par un des parasites à galons de notre petite oligarchie nationale. Cette fois-ci le message est relayé dans la première édition publiée par un journal en lock-

out. Le discours est d'un crétinisme insondable, la manœuvre, méprisable.

Elle témoigne cependant à merveille de l'inquiétude atavique qui afflige les franges mafieuses des élites de tous poils, celle où on les forcerait à partager les ressources et les privilèges, à répondre de leurs crimes. C'est pourtant la direction que commence à prendre la société québécoise et il en va de sa survie. Les ratages navrants du discours idéologique d'extrême droite véhiculé par les huiliers les plus en vue de ce système corrompu annoncent un retour du balancier. Revenu minimum garanti, revenu maximum socialement acceptable, moins de condos et plus de logements sociaux, voilà qui fait grincer bien des dents, pour le moment.

Pour le moment, les assistés sociaux du Québec n'ont presque rien, les miettes de la table du festin. Qu'on nous serve au moins, en entrée, la tête de notre ministre! Nous fournirons le ketchup...

Marc O. Rainville, b.s.

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

► PLOGUES

L'éthique journalistique passée au peigne fin par deux collaborateurs du Couac

Vous vous intéressez aux médias? Vous croyez qu'il y a quelque chose qui cloche dans le traitement qu'ils font de l'information? La conférence sur l'éthique journalistique de Simon Tremblay Pepin et d'Éric Martin, deux collaborateurs au *Couac*, vous intéressera grandement! Celle-ci fait une critique générale des médias, puis une critique plus pointue incluant l'explication des filtres de Chomsky et conclut avec une vision plus globale de la société actuelle. Cette conférence, d'une durée d'une heure quinze est simple et percutante. Elle est disponible sur internet à l'adresse suivante: <http://www.vdeo.net/ndirect/ethique/>. La conférence a eu lieu le mercredi 25 avril dernier au cégep de St-Jérôme dans le cadre du cours *Éthique et politique*.

Convocation dans les hauts-lieux des bas-fonds!

La B.D. underground soulève sa jupe encore une fois pour une expo qui vous fera saigner des yeux mettant à l'honneur toutes les doubles vies du «comix»: peintures, sérigraphies, films (Trembles, Dernier Cri...), musique avec PORNOROBOT et MÉTA GRUAU, M.C. Super Con + surprises! Dimanche 10 juin à 19h. au Quai des Brumes, 4481 St-Denis, Montréal.

Dernière minute

Nous venons d'apprendre que la coalition Guerre à la guerre: Valcartier 2007 organise une manifestation à Québec le 22 juin 2007, jour où le Royal 22ème régiment des Forces armées canadiennes sera dans les rues de Québec pour un défilé d'au revoir avant le départ pour Afghanistan.

Pour tout savoir sur l'Afghanistan cette bonne occasion d'exprimer notre désaccord face à la participation canadienne à cette occupation, voir au <http://reseau-anticapitaliste.blogspot.com/2007/05/appele-une-manifestation-le-22-juin.html>

Vient de paraître

Francis Dupuis-Déri *Les Black Blocs*

Troisième édition revue et augmentée

Cagoulés, vêtus de noir et s'attaquant avec force aux symboles du capitalisme, les Black Blocs ont été transformés en phénomène médiatique de l'altermondialisme. Cette renommée, associée à l'image du casseur, cache une réalité complexe, intéressante pour qui ose faire l'effort, de mieux comprendre l'origine de ce phénomène, sa dynamique et ses objectifs.

Cette nouvelle édition des *Black Blocs*, entièrement remaniée et bonifiée, dresse le panorama le plus complet du phénomène de la tactique du Black Bloc dans le monde et la situe dans la tradition anarchiste de l'action directe.

252 pages
17,95 \$



Laurent-Olivier David *Les Patriotes de 1837-1838*

Nouvelle édition revue et corrigée

Œuvre d'un homme politique passionné par le sort fait aux Canadiens français, *Les Patriotes de 1837-1838* témoigne des soulèvements infructueux qui déchirèrent le pays durant ces deux terribles années de révolte contre le joug de la couronne britannique, alors symbole d'oppression sur tous les hémisphères du globe. Malgré le romantisme et les inexactitudes historiques que ce travail a contribué à colporter au fil du temps, ce livre est indispensable à qui veut comprendre le destin de ces hommes portés par l'idéal de liberté et de justice.

360 pages
16,95 \$



www.luxediteur.com

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: *Le Couac*

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: *Le Couac*.



- Abonnement d'un an: 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**
- Abonnement de deux ans: 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au *Couac*?
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin.

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Guillaume Beaulac, Pierre de Bellefeuille, Ulysse Bergeron, Claude G. Charron, Ève-Lyne Couturier, François Cyr, Clôde de Guise, Fabien Deschamps, David Litvak, Eric Martin, Jean-François Mercure, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Alain Saint-Pierre, Valentin Tardi, Patrice Turbide, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Luc Giard, Serge Ferrand, Neves, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse, <http://gallery.cmaq.net>.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleuses et travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.

Distribué par: Gladu distribution

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Shame

SACHANT COMMENT LES LECTEURS ET LECTRICES DU COUAC sont d'indécrottables amateurs de sport, les quelques précisions qui suivent s'adressent aux personnes qui nous lisent pour la première fois et qui ne seraient pas suffisamment au courant de ce qui se passe dans ce monde merveilleusement viril.

Depuis toujours, on sait que les Canadiens français sont les têtes de Turcs préférées des joueurs de hockey de la Ligue nationale. Pour un, Maurice Richard, qui ne voulait pas faire de politique mais sur le dos duquel on en faisait allègrement, a goûté de cette médecine deux fois plutôt qu'une. De Hal Laycoe, qui jouait pour les Bruins de Boston, à Clarence Campbell, qui a suspendu le Rocket en passant par Ted Lindsay, des Red Wings, le Richard a sans cesse ravalé sa condition de Nègre blanc, non sans parfois laisser éclater une juste colère.

Chaque saison apporte son florilège d'expressions par lesquelles les francophones de la ligue servent de carpettes sur lesquelles tout un chacun peut, sans risque aucun, essuyer ses lames. Ses lames, pas ses larmes. Car s'il s'avise de se plaindre d'avoir été traité de *frog*, comme l'a fait il y a quelques années Patrice Brisebois, alors avec les Canadiens de Montréal, on lui met dans le museau des qualificatifs que Molière n'aurait pu utiliser, même in petto, poule mouillée et tapette étant les plus civilisés d'entre eux. Mais dans la langue de Shakespeare, c'est pire. J'épargne vos chastes oreilles, doux et douces couacquistes.

Il vient d'Alberta, Shame. Joue pour Phoenix, est un *reborn christian*, ne ferait pas de mal à une mouche, dit-on et, dans un élan patriotique, mais emporté sans doute par la feuille d'érable, il a vu rouge. «*Fucking frenchmen!*», a-t-il éructé en direction de Michel Cormier, arbitre d'un match disputé à Montréal. L'affaire a dégénéré. Les tribunaux en sont saisis. La ligue Nationale en est offusquée. Jeffrey Simpson écrit dans le *Globe&Mail* que c'est un complot monté par des séparatistes. Un paquet de joueurs francophones, dont la capacité d'indignation a été littéralement émoussée par les billets verts, trouvent que c'est une tempête dans un verre d'eau. Y'a rien là. Le feu au cul étouffé par le feu de l'action, faut croire.

Les deux derniers cas de racisme et de mépris à l'endroit de francophones dans cette ligue impliquent un joueur d'origine slovaque, Ladislav Nagy et un Canadien d'origine amérindienne, Shane — pardon Shame — Doan. Tant il est vrai, comme le chantait le regretté Sylvain Lelièvre, qu'on «*est toujours un peu l'iroquois de quelqu'un, que l'on soit Québécois, Breton, Nègre ou Cajun.*» Dans cet emploi de tapis, les Québécois sont champions toutes catégories.

Ce que n'améliorera certainement pas Trudeau le Petit, qui tente tant bien que mal de suivre les traces de son papa. Tente, dis-je, car s'il professe les mêmes idées et entretient à l'égard des francophones québécois les mêmes préjugés que Trudeau le Grand, lui manque l'intelligence, le panache et la crédibilité.

«*Des enfants d'école brailiards*», clame-t-il au sujet des séparatistes «*qui ne réussiront jamais à séparer le Québec du Canada!*» S'il le dit... Et le bilinguisme, une idée géniale du paternel pour mieux noyer le fait français, cela aussi serait de trop dans le Canada dont il rêve, un Canada sans étiquette, qui évite «*les voies de la division*». Mettre deux langues sur le même pied, c'est mettre deux pieds sur la langue la plus faible, la plus vulnérable. Et si on ajoute à cette recette le multiculturalisme, la noyade se fera en douceur, les accommodements se faisant de moins en moins raisonnables.

Prenant connaissance de la dépêche faisant état des élucubrations du Petit, il semble bien que le titre de *La Presse* a eu le choc de sa vie: Trudeau dit NON au bilinguisme!, a-t-on pu lire en première page du journal, le 6 mai. *Billing*... Il n'a pas encore entrepris sa carrière que le Petit est déjà facturé pour son insolence et son mépris.

MICHEL RIOUX

Orford ne sera pas vendu

La nouvelle ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, Line Beauchamp, a justifié la volte-face des Libéraux dans le dossier du mont Orford en affirmant que «*Le gouvernement est en processus d'écoute*» et que «*À force d'écouter de tous les côtés, y compris mes collègues de la région, j'ai tiré mes conclusions.*» Il n'y a rien de plus obscène que la vertu lorsqu'elle sert à sauver sa peau.

Militaire recherché

L'armée canadienne ne vous a jamais traversé l'esprit?

Un militaire déçu

L'armée canadienne a miné mon existence.

Quadrature du cercle

On croyait qu'en votant ADQ, le Québec tournait à droite. Avec les propositions constitutionnelles à la Allaire de Mario Dumont, il semblerait plutôt que le Québec tourne en rond.

PATRICE TURBIDE

Payez plus pour moins!

ALORS QUE LES PSEUDO EXPERTS en tout genre cherchent à comprendre comment l'UQAM a pu se lancer dans autant d'aventures immobilières désastreuses, l'institution demande aux professeurs et aux étudiants de payer la note. Il est essentiel de souligner, au passage, qu'aucun de ces partis n'a eu son mot à dire sur les aventures Roch-Denis-esques. Le capitaine déchu a quitté le navire avant même le naufrage de l'îlot PPPolueur (nda: l'îlot Voyageur, dans lequel 600 à 800 places de stationnement étaient promises, est construit en PPP avec la firme immobilière Busac).

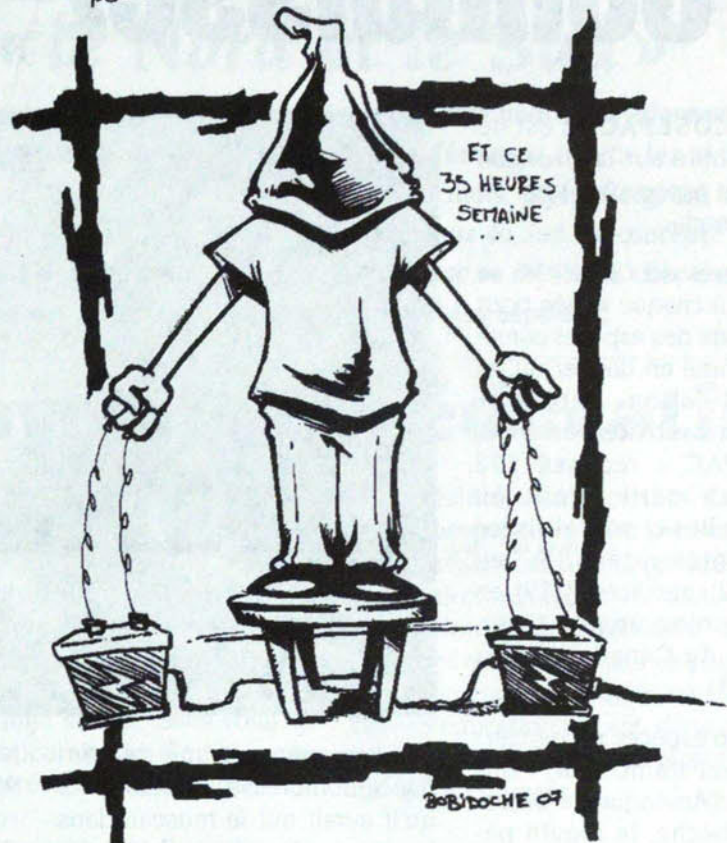
La menace de hausse des frais afférents à l'UQAM se concrétise et, avec le dégel des frais de scolarité annoncé par le gouvernement Charest, c'est au-delà de 100\$ de plus par session que les

étudiantEs devront déboursier. Au même moment, des rumeurs de réduction des heures d'ouverture de la bibliothèque se font entendre...

En parallèle, un discours (assez... dominant) martèle que les étudiantEs doivent investir dans leur formation pour en assurer la qualité... mais, ce qui est observé, c'est que plus le prix grimpe, moins les services offerts sont bons (moins accessibles, moins d'investissements, etc.). Parions que ce sera la même chanson avec le dégel: les étudiantEs paieront plus pour obtenir une formation de qualité inférieure, le tout doublé d'investissements publics se faisant de plus en plus rares dans un contexte où l'éducation postsecondaire est déjà sous-financée...

GUILLAUME BEAULAC

MESURES PRIVILÉGIÉES PAR SAM HAMAD POUR LES ASSISTÉS SOCIAUX!!!



Mettre deux langues sur le même pied, c'est mettre deux pieds sur la langue la plus faible, la plus vulnérable.



La saga qui dure et endure

LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN AU QUÉBEC est une histoire épique jonchée de plusieurs épisodes échelonnés sur 40 ans. Le doyen des réformistes, Paul Cliche, a tendance à parler de la «*saga de la réforme du mode de scrutin*». Cette saga pourrait se terminer par un mini-coup d'État par le biais du mode de scrutin orchestré par le pouvoir... ou par un changement significatif et ancré dans l'expression d'une volonté citoyenne éclairée.

Pour comprendre où on est, il faut comprendre d'où on vient. Il faut savoir que le gouvernement, au dernier mandat, a proposé un mode de scrutin qui permettrait au côté droit du spectre idéologique de bénéficier d'un bonus de représentation variable, allant de 0 à 10%. C'est donc dire que la coalition présumée ADO-PLQ aurait besoin de 40 à 50% du vote populaire pour gouverner, tandis que l'autre coalition présumée PQ-PVQ-QS (1), elle, aurait besoin de 50 à 60% pour former le gouvernement. Ce joyeux résultat est obtenu en faisant en sorte que les partis politiques qui obtiennent moins de 10-13% du vote populaire soient représentés, mais gravement sous-représentés. Puisque ces partis se situent structurellement surtout à la gauche du spectre politique, si l'un ou plusieurs des partis de la coalition PQ-PVQ-QS obtiennent moins de 10-13%, cette coalition requerrait significativement plus que 50% du vote populaire pour former le gouvernement. Je qualifie donc cette proposition de mini-coup d'État de la droite par le biais du mode de scrutin ou, alternativement, de gifle en plein visage du mouvement de réforme. Il s'agit en fait d'une tentative de récupérer ce mouvement à des fins manifestement partisanses.

Ce qui est désolant, c'est que le mouvement de réforme du mode de scrutin a réagi en continuant de faire pression sur le gouvernement afin qu'il change le scrutin québécois, alors qu'une autre alternative plus sûre et démocratique existe et a été expérimentée précédemment: celle de l'Assemblée citoyenne. C'est une voie originale qui consiste à donner le pouvoir d'initiative référendaire sur une question précise, comme le mode de scrutin, à une assemblée constituée de citoyens sélectionnés de manière aléatoire au sein de la population. Cette voie, utilisée en Colombie-Britannique et en Ontario pour réformer le mode de scrutin, permet d'assurer que la réforme se fasse, car le processus, une fois enclenché, est mené à terme, mais aussi d'assurer que la réforme, surtout, se fasse bien, car la volonté exprimée est alors celle d'un échantillon de la population, et non celle des partis politiques au pouvoir. Il y a quelque chose de profondément dérangeant dans le fait de demander aux députés de modifier leur propre mode d'accession au pouvoir, et pourtant, c'est ce à quoi s'affaire le Mouvement pour une démocratie nouvelle (sic) et ses alliés. Ce «*sic*» signifie que la voie citoyenne susmentionnée est la forme de démocratie nouvelle, et que les façons de faire du MDN, elles, sont plutôt anciennes.

Il s'agit en fait de se complaire dans sa position de chialeux et de revendicateur auprès du gouvernement, et de se féliciter lorsque le roi-élu ou son valet daignent accorder une entrevue ou une attention spéciale à un courtier du pouvoir. Il s'agit d'être complice de l'infantilisation des citoyens québécois, qui seraient incapables de décider pour eux-mêmes du régime de scrutin qui les sied. Il s'agit de faire du lobbying, alors que ça ne fonctionne pas, tout en espérant — très fort — que le gouvernement pliera à ses revendications en faisant abstraction de ses propres intérêts... Il s'agit de faire en sorte que la saga dure, que son aboutissement éventuel ne puisse être qu'un mode de scrutin pollué par des intérêts partisans et que l'on rate une chance en or de faire les choses autrement. Voilà, en gros, la stratégie du MDN et de ses alliés.

La voie citoyenne, elle, *a contrario*, permet d'assurer que la réforme se fasse, qu'elle se fasse bien et qu'elle fasse précédent. Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, mais une fois le processus d'Assemblée citoyenne enclenché, il aboutit. Naturellement, l'aval populaire par référendum est nécessaire, mais c'est la moindre des choses pour changer ce qui est, finalement, la pierre angulaire de la démocratie représentative. Parce que ce sont des citoyens qui décident, et parce que le processus est mûr au Québec — après beaucoup de consultations et de délibérations sociales — il est clair que le résultat serait satisfaisant et légitime. Franchement, ça ne peut pas être pire que de négocier une entente à l'amiable avec une entité partisane à la fois juge et partie. Ensuite, cette voie constitue une avancée significative pour la démocratie en donnant le pouvoir d'initiative référendaire aux citoyens, elle habilite ceux-ci et en fait des citoyens actifs — au lieu d'être des citoyens passifs et souvent frustrés et cyniques. Pour une démocratie nouvelle, donc, il n'y a pas mieux, à notre avis, que la voie de l'Assemblée citoyenne.

DAVID LITVAK

Campagne pour une Assemblée citoyenne sur la réforme du mode de scrutin

Site web et pétition: www.assemblee-citoyenne.qc.ca

(1) Les coalitions pourraient se former autrement, mais je considère que ces coalitions sont les plus probables. Il ne peut pas y avoir d'alliance PLO-PQ ou PLO-QS, et l'alliance ADO-PQ est moins naturelle que l'alliance PQ-QS. Quant au PVQ, s'il n'a pas à forcément faire partie de la coalition PQ-QS, ces partis ont des valeurs écologiques plus développées, et il y a donc plus de chance qu'il en fasse partie. Peu importe ces considérations, cependant, ce scrutin implique que tout parti émergent mine la chance qu'a sa coalition éventuelle de former le gouvernement en privant ce parti d'une représentation qui soit proportionnelle au suffrage obtenu. Les partis progressistes et leur coalition auront donc tendance à être structurellement pénalisés.

Connaissez-vous le COSEPAC ?

LE COSEPAC, c'est le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada.

Les membres du COSEPAC se réunissent à chaque année pour établir la liste des espèces considérées comme en danger ou en voie d'extinction. Depuis le début de ses activités, en 1978, le COSEPAC a recensé 552 espèces en péril vivant au Canada. Celles-ci sont divisées en différentes catégories: en danger (222), menacées (139), en situation préoccupante (156), disparues du Canada (22) ou éteintes (13).

Exemples d'espèces en danger: Le Martinet Ramoneur, l'Engoulevant d'Amérique, le bécasseau maubèche, le requin pélerin, le faucon pélerin. Les pélerins en général sont d'ailleurs en grand danger de disparition...

Parmi les espèces récemment éteintes, mentionnons le Boisclair à Palettes, une espèce qui a lutté désespérément pour obtenir sa rémission au moins jusqu'à l'automne 2008, mais qui vient de subir les rigueurs d'un environnement particulièrement malsain. Il faut dire que le Boisclair à Palettes n'a pas aidé à la survie de son espèce par des pratiques sexuelles ne favorisant



pas l'assurance d'une descendance nombreuse, d'autant plus qu'il aurait mit le museau dans le passé dans des substances poudreuses indignes de son statut déjà précaire.

Le COSEPAC recense aussi quelques espèces nuisibles qui ne sont malheureusement pas encore disparues et qui ont la couenne dure.

Citons comme exemple d'espèces à faire disparaître au plus sacrant: le Martineau pigiste mais néanmoins scab. Le Martineau pigiste mais néanmoins scab est un triste oiselet démagogue, raciste et populiste qui sévit dans le Journal de

Montréal, dans Info Presse, au 98,5FM, dans la prestigieuse revue de pouponnes « Elle Québec », à Télé-Québec où il co-anime l'émission « Les Francs Masseurs », ainsi que dans le Journal de Québec et ce malgré le lock out qui ébranle cette institution médiocratrice de la vieille capitale. Le qualificatif de pigiste est ajouté au Martineau scabiste parce qu'il pige ses idées le plus souvent de surface mais aussi parfois très creuses, un peu partout sur l'auto dérouté de l'information et auprès de ses concubines qui sont toujours issues d'un média quelconque. C'est surtout à Outremont et sur le Plateau

Mont-Royal que le Martineau pigiste mais néanmoins scab fait son nid et qu'il vit « intellectuellement au-dessus de ses moyens ».

Une autre espèce particulièrement nuisible a aussi été recensée par le COSEPAC, Les Dion

permettre à la race de se développer très longtemps. Cependant, l'esprit de survie des Dion d'Amérique semble avoir réussi à compenser ces mœurs sexuelles dégénératives en cultivant et en conservant au frais le sperme de leurs vieux mâles pour consommation future en cas d'impuissance sénile anticipée. Une des branches particulièrement néfastes et virulentes de cette volaille disgracieuse sévit aussi en politique fédérale, mais tout indique que cette branche va bientôt

cesser de se reproduire et se noyer dans un trou d'eau désaffecté. Il faut également noter dans la famille des Dion d'Amérique quelques autres phénomènes détestables, notamment une version obèse nourrie aux beignets transgéniques qui fait de l'humour de pacotille dans des galas juste pourris.

Le COSEPAC est toujours à l'affût des espèces canadiennes en danger ou dangereuses. Vous pouvez participer à l'élaboration des données du COSEPAC en nous contactant au <http://www.lecouac.org/>

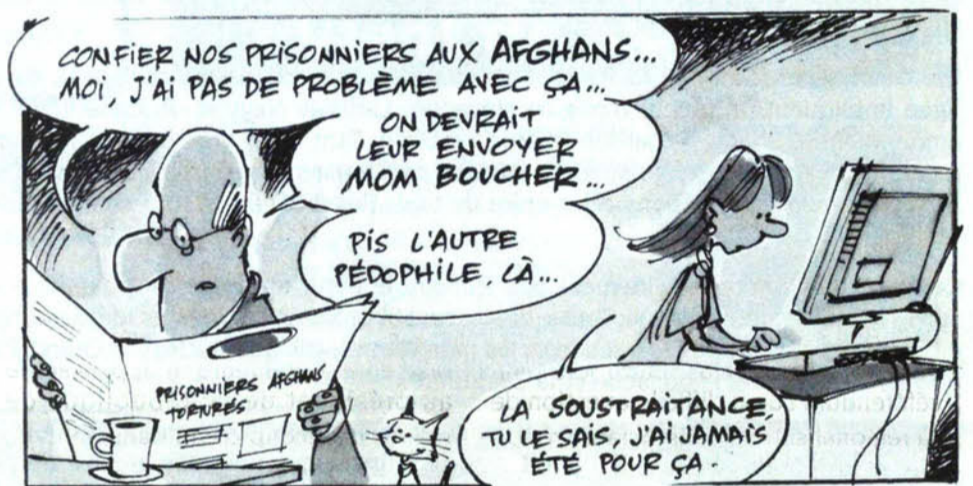
ALAIN SAINT-PIERRE

C'est surtout à Outremont et sur le Plateau Mont-Royal que le Martineau pigiste mais néanmoins scab fait son nid et qu'il vit « intellectuellement au-dessus de ses moyens ».

Échec et mat

Moscou reconnaît que la police a abusé de la force dans la répression des manifestations contre le président Vladimir Poutine, organisées par le mouvement d'opposition Autre Russie les 14 et 15 avril dernier.

Après avoir capturé l'ancien champion du monde d'échecs Gary Kasparov qui se trouvait parmi les manifestants, les policiers russes ont facilement maté des centaines de manifestants à coups de matraques. Perdre une pièce importante en début de partie fait toujours très mal, on en a une fois de plus un bon exemple.



LE COIN DU MASOCHISTE

On est tout autant maso à se délecter des discours moralisateurs des Pratte et Lysiane dans La Presse que de ceux des Barbara Kay et Jane Wong dans les journaux du ROC. Ma principale auto-flagellation de novembre a justement été de me pencher sur les élocubrations de ces deux scribouilleurs, un jour expliquant pour la millième fois aux Anglo « What does Quebec want », et se fendant en quatre le lendemain pour faire comprendre aux Québécois combien il est douillet de rester dans le plus meilleur pays du monde.



«An insult to anglos and to Montreal»: manifestation d'une grande colère dans ce titre de l'éditorial de The

troubles de 1837-38. Ce qui fait le plus péter les plombs des Anglo du temps, c'est que, ce 25 avril 1849, le gouverneur Elgin s'était permis de sanction-

ner. Ils pénètrent dans l'enceinte et c'est Perry lui-même qui lance une brique sur un lustre. Plusieurs brûleurs se cassent et en un rien de temps, l'édifice est en flammes. Part alors en fumée une des plus importantes bibliothèques parlementaires de l'époque. Le temps n'apaise aucunement les passions. Le 30 avril, des casseurs décident d'aller mettre le feu à la maison de Lafontaine. On avait l'intention de l'assassiner. Le premier ministre n'est pas chez lui et c'est un des manifestants qui y rendra son dernier souffle.

Rarissimes ont été les années où, autour du 25 avril, le journal

Anglos du Québec contre tout abus de la part des conquis, des bretelles ajoutées à la ceinture d'une économie entièrement entre les mains du Golden Square Mile.

Mais à trop vouloir pressurer la marmite, le couvercle finit par éclater. 1960 et sa Révolution tranquille voit un peuple que, de moins en moins, on peut qualifier de *priest-ridden society*, se donner un Québec-Inc et des lois tendant à renverser la situation qui a fait que quatre Néo-Québécois sur cinq s'intégraient aux Anglo. Grande panique chez ceux-ci, car le tout est accompagné d'un vif sursaut identitaire. Il faut donc vite colmater la brèche. Sauver en quelque sorte le Canada.

Premier réflexe: faire appel au Grand frère. À Ottawa et à ses institutions. À la Cour suprême surtout, qui acceptera d'éroder des pans entiers de la loi 101. Cela ne suffit pas. Il faut se dénicher un sauveur et Trudeau est leur homme. Ses plus importants succès: avoir emprisonné sans raison plus de quatre cents personnes lors de la Crise d'octobre, placé l'Assemblée nationale sous tutelle avec sa Charte des Droits. Dernier barreau à la prison: le Clarity Bill du p'tit Dion.

Barreaux en ciment qui s'effrite puisque nos Anglo craignent comme la peste la reprise du pouvoir par un parti séparatiste. C'est que ces pure-laine ne forment que huit pour cent de la population. Que faire? Élémentaire, mon cher Watson. Faire appel aux Néo-Québécois. Après tout, ils ont prêté serment à la reine. Et donc au Canada! Il s'agit de les convaincre de toujours voter PLO, quelque soit ce que chaque parti propose comme solutions aux graves enjeux qui

confrontent la société. Des votes ethniques, quoi!

Mais que faire quand, pour rester populaire chez les Francos, le PLO doit décevoir les Anglo? Pour le punir, leurs médias peuvent toujours inviter leurs électeurs à voter pour un autre parti fédéraliste. En votant Union nationale, comme en 1976 en réaction contre la loi 22 de Bourassa. Mauvais sort: cela avait permis l'élection du PQ. On peut encore manifester sa mauvaise humeur en demandant à nos élus-ministres de claquer la porte. Comme en 1989, en réaction à un autre mauvais coup de Bourassa: oser user du nonobstant à l'encontre de la décision de la Cour suprême sur l'affichage.

Mais, en 2007, la situation a changé. Jean-John a décidé de n'introduire dans le sérail gouvernemental que l'inexpérimentée Yolande James comme porte-parole au sein de son gouvernement des préoccupations des gens du West-Island, la raison étant que, s'il veut redevenir un jour un gouvernement majoritaire, il se doit de regagner le cœur et les reins des Francos. Ce que son colérique éditoriale du 19 avril montre, c'est que *The Gazette* n'a pas encore saisi cette évidence.

À tant provoquer l'ire de ses lecteurs, le journal risque de les pousser vers un parti carrément ethnique, comme le souhaite d'ailleurs Robert Libman (*The Gazette*, 29 avril). L'ancien chef du Parti Égalité oublie que nous ne sommes plus au temps où le Nonobstant de Bourassa avait favorisé son élection et celle de quatre de ses candidats. Il serait peut-être temps que, plutôt que de morigéner ainsi, *The Gazette* convie ses lecteurs à moins tourner le dos au Québec qui se fait. Même si, par les temps qui courent, nous sommes plutôt en présence d'un Québec qui se défait.

CLAUDE G. CHARRON

Colères printanières

Gazette du 19 avril. C'était au lendemain de la présentation des élus du PLO qui allaient faire partie du sérail gouvernemental. On y écrivait: « Les libéraux sont arrivés troisième chez les Francos le 26 mars et Charest traduit l'affaire en réduisant le nombre et l'influence des Anglo – qui ont voté pour lui – dans son cabinet ». Nos Anglo devraient se calmer le pompon. À trop être irritables, ils risquent fort de perdre une partie de toute la flopée de privilèges dont ils jouissent encore.

Par un autre printemps, leurs lointains ancêtres s'étaient également mis en colère. *Shocking*: un ex-patriote devenu premier ministre du Canada-Uni, Louis-Hippolyte Lafontaine, faisait voter une loi d'indemnisation en faveur des habitants qui avaient vu leurs bâtiments rasés par les milices de Colborne suite aux

troubles de 1837-38. Ce qui fait le plus péter les plombs des Anglo du temps, c'est que, ce 25 avril 1849, le gouverneur Elgin s'était permis de sanction-

ner une telle loi. Quatre ans plus tôt et sans coup férir, une telle mesure avait pourtant été votée dans le Haut-Canada mais, une égale mansuétude à l'égard des vaincus de 1760? *What a shame!* D'où l'appel enflammé de *The Gazette*:

« Anglo-Saxons, vous devez vivre pour l'avenir; votre sang et votre race seront désormais votre loi suprême, si vous êtes vrais à vous-mêmes. Vous serez Anglais, fussiez-vous n'être plus Britanniques [...]. La foule doit s'assembler sur la Place d'armes ce soir à huit heures. AU COMBAT, C'EST LE MOMENT. »

Nombreux sont les lecteurs de *The Gazette* à répondre au virulent message. Manifestants et forces de l'ordre sont en symbiose. Alfred Perry, chef d'une brigade de pompiers, lance ses hommes à l'assaut du marché Sainte-Anne, siège du parle-

ment. Ils pénètrent dans l'enceinte et c'est Perry lui-même qui lance une brique sur un lustre. Plusieurs brûleurs se cassent et en un rien de temps, l'édifice est en flammes. Part alors en fumée une des plus importantes bibliothèques parlementaires de l'époque. Le temps n'apaise aucunement les passions. Le 30 avril, des casseurs décident d'aller mettre le feu à la maison de Lafontaine. On avait l'intention de l'assassiner. Le premier ministre n'est pas chez lui et c'est un des manifestants qui y rendra son dernier souffle.

Rarissimes ont été les années où, autour du 25 avril, le journal

Élections en France À droite toute

Paris, 6 mai 2007, 20h pile, la France retient son souffle: le verdict tombe, la machine Sarko a remporté la victoire et près de la moitié de la France est en état de choc et craint le pire. L'ère «Bush» s'installe à l'Élysée.

AVEC PLUS DE 53 % DU VOTE, Sarkozy devient le sixième président de la V^e République. Au deuxième tour, Sarko a cumulé le vote de la majorité des 3,8 millions d'électeurs qui avaient soutenu le candidat Le Pen au premier tour. On additionne à cela 40 % des votants du clan du centriste François Bayrou (l'autre 40 % du vote est allé à Ségolène Royal). Bayrou, avec ses 20 % de votes au premier tour du 22 avril, a mis en place une tendance qui va se propager sans doute en Occident. C'est la trouvaille de cette élection: ni droite ni gauche, le centre. Un concept virtuel s'il en est un, qui pourtant deviendra la plateforme d'un parti officiel, l'Union pour la démocratie française (UDF).

Pour Ségolène Royal, qui a démontré sa pugnacité, même si la défaite est amère, en prenant en compte l'importante mobilisation électorale (presque 85 % de votants), elle remporte plus de voix que Lionel Jospin, l'ancien chef de file du parti Socialiste, soit environ 17 millions de suffrages contre 14 millions.

So, so, so solidarité ?

Avant de revenir à droite passons par la gauche. Pour que la gauche l'emporte, il aurait fallu au Parti Socialiste au moins 50 % du vote centriste... et un parfait report des voix de la gauche. Il y a fort à parier que certains de ces électeurs-là n'ont pas voulu d'une candidate jugée trop «droitière». Déchirée, la gauche ne parvient pas à se solidariser. Seules 48 % des femmes ont accordé leur vote à Ségolène. Voilà, la France de droite a pris le contrôle et n'a pas fait la révolution de la France présidentielle.

Cette élection présidentielle a soulevé les passions et ce n'est pas fini. Premier bilan de la présidence Sarkozy, dans la nuit de dimanche à lundi: 730 voitures brûlées, 592 interpellations. Bienvenu Monsieur le Président. La France va payer cher le rêve du petit Nicolas qui voulait devenir Président. A droite toute, Sarkoy promet une France du «travail», de l'«autorité» et de la «morale» avec un ministère de l'identité nationale en prime.

CLÔDE DE GUISE

Un aristocrate loin du peuple

LES ARISTOCRATES NE SONT PAS TOUS LOIN DU PEUPLE. Mais c'est assurément le cas de Nicolas Sarkozy. À telle enseigne qu'on peut craindre que le nouveau président de la France républicaine porte, à sa manière, l'équivalent d'une bombe à la ceinture.

Cette République n'est ni bananière ni populaire. C'est une République des idées, une République des principes. Elle y tient mordicus. Battu lors d'un référendum sur la difficile question de la régionalisation, l'aristocrate près du peuple qu'était Charles de Gaulle a naguère renoncé à la présidence.

Ce qu'il faut voir, c'est que l'élection qui a porté Sarkozy à la présidence a coupé la France en deux. On a parlé, bien à tort, d'une victoire écrasante. 53% contre 47%, c'est tout près de moitié-moitié. Ségolène Royal n'a pas

été écrasée. Elle le sera peut-être bientôt, non pas par Sarkozy, mais par les «éléphants» du parti socialiste. C'est une autre question. La demi-France qui l'a appuyée est intacte, qui ne supportera pas l'autoritarisme de l'ancien ministre des polices.

Parmi les admirables qualités du peuple français, la docilité ne figure pas. Mais la violence de la Marseillaise demeure. Il appartiendra au président de la République de mettre beaucoup d'eau dans son vin, sans quoi la violence des

«cités», stimulée par des élans patriotiques, redoublera d'ardeur. Les petits congés à bord des yachts de ses copains millionnaires ne seront d'aucun secours pour Sarkozy.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



La France capote

Le nouveau président français Nicolas Sarkozy aurait choisi le prochain emblème de son gouvernement: le préservatif. En effet, il tolère l'inflation, vide les bourses, ralentit la production, détruit la prochaine génération, et protège les glands. Enfin, il vous donne un sentiment de sécurité alors que vous êtes en train de vous faire baiser.

FABIEN DESCHAUSES

LE FUTUR GOUVERNEMENT DE NICOLAS SARKOZY!



Chronique «le Nord et le Sud»

Le Couac, ne reculant devant aucune terre inhospitalière pour vous informer, a envoyé au péril de leur vie deux de ses correspondants à l'étranger couvrir les antipodes du globe pour vous. C'est ainsi que durant les prochains mois, Ulysse Bergeron nous écrira du Nunavut canadien et Ève-Lyne Couturier de l'Afrique du Sud. Le concept? Un thème leur est imposé à chaque mois, et le lecteur du Couac se régale du choc des cultures, des contrastes et des dizaines de degrés Celcius qui les séparent!

Le système d'éducation

AU PREMIER COUP D'ŒIL, tout est semblable à ce qui se passe dans le reste du Canada. Un cheminement des plus conventionnels: préscolaire, primaire, high school. Mais voilà, si la différence n'apparaît pas d'emblée, elle est néanmoins présente et frappante.

Le mal de l'éducation, car il y en a un, découle ici de la délicate réalité culturelle du Nunavut. Avec 85% d'Inuits, le système d'éducation nunavois fait face à un défi de taille: préserver l'identité culturelle de sa jeunesse tout en la préparant pour un avenir qui est, force est de l'admettre, fortement teinté d'influences du Sud.

On le voit sur le terrain, les dilemmes sont déchirants. La question de l'enseignement de l'inuktitut – langue maternelle d'environ 70% de la population – en est un exemple patent. On enseigne actuellement dans la langue inuite jusqu'en troisième année. Et après? L'anglais devient la langue d'usage.

Si plusieurs, avec raison, dénotent un danger pour la préservation de la langue, dont l'usage chute de génération en génération; d'autres soutiennent, sans avoir tort pour autant, qu'une maîtrise de l'anglais est nécessaire pour le développement du Nunavut.

Mais l'observation du système dénote une autre réalité: celle d'un décrochage et

d'un désintéressant certain. Celui-ci est extrêmement élevé chez les jeunes Inuits qui représentent la plus grande part de la population nunavoise. En fait, 39% de la population du jeune territoire est âgée de 14 ans et moins! Les jeunes passent donc actuellement dans le collimateur d'un système d'éducation qui est, dans une certaine mesure, inadapté aux réalités sociales de ce coin de pays.

Définitivement, il est difficile d'adapter un système d'éducation à une réalité sociale lorsque celle-ci est sans cesse mouvante et changeante. Difficile également de susciter la motivation lorsque pour plusieurs, le high school représente plus un cul-de-sac scolaire qu'une porte d'entrée vers des études plus poussées. Car, pour les 25 communautés du Nunavut, la poursuite d'études signifie l'expatriation vers un Sud qui n'a rien avoir avec leur réalité.

Le défi est donc immense. Et de toute évidence, les problèmes liés à l'éducation ne sont qu'autant de symptômes d'une société en quête de sens, pris à cheval entre la modernisation et un mode de vie traditionnel toujours très présent. Comment faire le pont entre le passé et le présent? La solution n'est pas simple, certes. Mais le gouvernement du Nunavut doit arrêter de jouer à l'autruche et passer à l'action. Si l'éducation coûte cher, l'ignorance, elle, sera à moyen et long terme plus dispendieuse pour la société de l'Arctique.

ULYSSE BERGERON

Le système d'éducation

SAVOIR LIRE, C'EST IMPORTANT. Le taux de littéracie c'est une autre chose. Savoir lire ce n'est pas tout, il faut le faire. Et en Afrique du Sud, on ne le fait pas. Dans les cafés,

les transports en commun ou les salons, les livres restent fermés. Les librairies sont difficiles à trouver, les bouquineries se font rares. Même dans les gares d'autobus, celui qui espérait des achats de dernière minute pour agrémenter la route de quelques mots se trouvera pris au dépourvu. Ce peu de goût pour la lecture s'explique en partie par le passé et le présent du système d'éducation en Afrique du Sud.

Commençons par une histoire rapide des écoles. Lors de l'apartheid, on voulait quand même des employés éduqués, un peu. Ils devaient pouvoir lire, écrire, compter, mais pas trop réfléchir. Un système parallèle a donc été mis en place: l'éducation Bantu. Dans les écoles rurales et des townships, on enseignerait de manière à ce qu'«ils» comprennent. On se mettrait à «leur» niveau. Le maître dit, les élèves répètent et personne ne pose de question. La main d'œuvre parfaite.

Depuis les élections libres, tout cela a changé. Les universités ont même commencé à s'ouvrir à toutes les couleurs bien avant. On a aussi promis une éducation de qualité égale et gratuite pour tous et toutes.

Dans les faits, les écoles rurales et de townships sont de moins bonne qualité. Ils manquent de ressources matérielles et monétaires. Les enseignants travaillent pour un maigre salaire et leur petit nombre rend les qualifications pour en devenir un plus souples. Il y a donc des personnes pleines de bonne volonté qui enseignent ce qu'ils peuvent avec à peine leur secondaire en poche.

Certaines écoles se démarquent pourtant. Généralement celles qu'on appelle «mixtes». Quand un Noir étudie à côté d'un Blanc, ses chances de réussites à la sortie des classes augmentent de manière considérable. Dans la loi, on ne peut refuser l'inscription d'un élève pour des raisons financières, mais puisque personne ne connaît la loi...

De plus, elles sont situées à l'extérieur des townships. Pour s'y rendre, on doit

prendre le transport collectif et tous les jours payer pour aller et revenir. On échappe ainsi aux plus défavorisés comme collègues de classe. L'éducation de qualité demeure un privilège. Le système de ségrégation continue, mais sur une base géographique et monétaire.

Si le primaire et le secondaire sont gratuits (en excluant les frais d'uniformes, de transport et de matériel), les universités sont loin de l'être, surtout quand on peine à survivre avec le peu que la majorité noire a. Il existe des bourses et des programmes pour inciter les jeunes à s'inscrire, mais lorsque le primaire et le secondaire sont de qualité moyenne, il est dur de faire face au cursus universitaire.

Et puis il faut faire de l'argent, étudier pour s'enrichir. Alors on voit de multiples collèges apparaître partout pour proposer des carrières lucratives. Les plus populaires sont le modelling (des cours pour devenir mannequin!) et le centre d'appel. On y trouve des cours pour perfectionner son maintien, son accent, sa patience. En d'autre mot, comment ne pas déranger en évitant d'être soi. Comment être commun et sans saveur, comment être servile et plaisant à exploiter.

Bien sûr, ce n'est pas le chemin qu'emprunte chaque écolier. Certains s'en sortent, voient les possibilités se multiplier grâce à leur potentiel et leurs rencontres ou encore aux moyens de leur famille. D'autres abandonnent bien avant pour aider à subvenir aux besoins familiaux. Le haut taux de mortalité (dû, entre autres, au Sida) transforme des filles en mères et des garçons en pourvoyeurs.

Et donc, on ne lit pas en Afrique du Sud. Le système d'éducation ne semble pas fait pour prendre des initiatives, pour créer des passions. On y passe à travers parce qu'obligé, parce qu'on promet un salaire meilleur à ceux qui y survivent. Le plaisir d'apprendre semble évacué par manque de temps et de moyens, et peut-être même, par manque d'efficacité.

En côtoyant des personnes qui ont succombé ou résisté à ce régime aliénant, on en vient à se demander ce que le Québec deviendra si on continue le subtil arrimage de l'éducation au monde du travail...

ÈVE-LYNE COUTURIER

INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE

12a/12 : LA NATURALISATION DE L'ÉTHIQUE

Que sommes-nous ? Répondre à cette question n'est pas une des tâches, mais bien la tâche de la science.

(E. Schrödinger, 1935)

POUR TERMINER CETTE PETITE SÉRIE, je vous propose, en deux volets, une trop brève — et inévitablement impressionniste — incursion dans les perspectives récentes (ré)ouvertes sous la catégorie générale de « naturalisation de l'éthique ».

De quoi s'agit-il ? Disons le brutalement : de savoir ce qu'implique exactement pour la moralité notre parenté avec des singes (nous avons en effet un ancêtre commun) et de déterminer ce que peut bien signifier pour l'éthique notre nature d'anthropoïde façonné par l'évolution.

Bien des gens, tout spécialement à gauche, ressentent un profond malaise sitôt qu'on invoque la biologie dans des questions comme l'éthique, notamment parce que ces questions ont tant de possibles retentissements sociaux et politiques.

Pour comprendre leurs légitimes crispations et afin de bien mesurer ce qui est ici en jeu, revenons en arrière et à la première phase de la naturalisation de l'éthique, celle qu'ouvre — qui d'autre ? — Charles Darwin.

Darwin et la naturalisation de l'éthique

En 1859, Darwin publie *L'origine des espèces*. Il y avance la thèse bien connue selon laquelle tous les organismes, avec leurs différentes caractéristiques, sont l'aboutissement d'un long et lent processus naturel de transformation (l'évolution) qui opère selon le mécanisme de la sélection naturelle.

Or cette thèse, et cela est très clair pour Darwin, vaut également pour notre espèce et pour toutes ces caractéristiques dont nous pensons volontiers qu'elles nous définissent en propre.

On devine le scandale que va causer cette suggestion, que Darwin développe dès 1871 dans *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, un ouvrage, disons-le, plus spéculatif et audacieux que le précédent.

Darwin y avance que les humains sont issus d'une espèce moins hautement organisée, possiblement, écrit-il, « un quadrupède à queue, poilu, aux oreilles pointées et probablement arboricole ». Mais alors la morale, elle, et tous ses nobles, exigeants et élevés standards, d'où tout cela vient-il ?

Darwin ne recule pas devant la question et s'efforce de montrer que ces caractéristiques sont elles aussi un produit de l'évolution, qu'elles ont leurs racines dans les instincts sociaux et dans cette sociabilité dont on voit déjà des signes dans le comportement des animaux, par exemple dans les comportements de ces oiseaux qui s'occupent de leurs oisillons et ainsi de suite. Puis, avec le développement des facultés intellectuelles, les humains vont complexifier tout cela, être en mesure de repenser à leurs actes, à leurs motivations et à ceux des autres, pour les approuver ou non.

La perspective ouverte par Darwin est prometteuse, c'est indéniable. Elle invite à penser la moralité comme une caractéristique de notre espèce ayant, sur des millions d'années, émergé de sentiments pré-moraux présents chez nos ancêtres ; s'étant ensuite développée dans notre espèce durant des centaines de milliers d'années ; qui est devenue, depuis quelques dizaines de milliers d'années et sous l'influence de facteurs socioculturels, un élément de plus en plus important dans la définition de nos comportements ; jusqu'à être, depuis peu de temps, codifiée dans des systèmes éthiques.

Mais après avoir été explorée pendant un temps, cette stimulante perspective va finir (disons au milieu du XX^{ème} siècle), par être solidement refermée.

Deux raisons ont tout particulièrement contribué à cette fermeture, deux « péchés originels » de la naturalisation de l'éthique.

Le premier est son association aux dérives du darwinisme social et à des politiques et des positions morales indéfendables et répressives ; le deuxième, l'accusation philosophique de commettre un impardonnable sophisme qui avait été aperçu par Hume.

Ces deux péchés originels vont conjointement contribuer à rendre très impopulaire toute invocation de la biologie sur les plans social, politique et, bien entendu, éthique. Voyons cela.

Premier péché originel : le darwinisme social

L'application à l'être humain des idées darwiniennes peut être très problématique. Considérez à ce sujet le darwinisme social. Dans l'Angleterre victorienne, en plein cœur de la révolution industrielle, le darwinisme social devient un slogan par lequel on justifie la compétition sans entraves, la lutte pour la survie et la survie du plus fort, le laissez-faire capitaliste, la non-intervention de l'État en faveur des plus « faibles », le refus d'instituer des poli-

tiques publiques d'éducation, de protection sociale ou de santé.

Le darwinisme biologique — et Darwin lui-même, mal à l'aise devant tout cela — n'y peuvent rien : on nage désormais en pleine idéologie, qui se répand comme une traînée de poudre. C'est du darwinisme social que se réclament ces

Hume soutient [...] qu'on ne peut pas, logiquement, tirer un énoncé normatif d'un énoncé constatatif.

grands patrons de corporations qu'on appellera les « barons-voleurs » pour justifier leurs impitoyables pratiques. Le darwinisme social est encore invoqué pour justifier l'impérialisme, le colonialisme et la racisme. Bientôt se développe même un mouvement appelé eugénisme. Il est fondé par le propre cousin de Darwin, Francis Galton (1822-1911) et, associé à la génétique mendélienne, il suggère des politiques destinées à assurer que les plus aptes se reproduisent (eugénisme positif) ou que les moins aptes se reproduisent peu ou pas du tout. Des programmes de stérilisation seront ainsi mis en place dans de nombreux pays, en Europe et aux États-Unis — et pas seulement dans l'Allemagne nazie.

On en s'en étonnera pas : dès 1945, toute invocation de la biologie dans l'étude des humains est d'emblée suspecte — ou pire. Les évolutionnistes auront beau expliquer que la compétition n'est pas le seul moteur de l'évolution (la coopération et la dérive génétique en étant deux autres importants), rien n'y fit. La récupération d'un seul aspect des différents moteurs de l'évolution aux fins de l'idéologie capitaliste avait délégitimé toute la discipline.

Venons-en maintenant à notre deuxième « péché originel » de la naturalisation de l'éthique.

Le péché philosophique originel : la guillotine de Hume

David Hume (1711-1776) a écrit un court passage qui compte parmi les plus célèbres et influents de toute l'histoire de l'éthique. Il y décrit un sophisme selon lui courant et qui nous fait illusoirement passer de ce qui est à ce qui doit être.

Voici ce passage : « Dans chacun des systèmes de moralité que j'ai rencontrés jusqu'ici, j'ai toujours remarqué que l'auteur procède pendant un certain temps selon la manière ordinaire de raisonner, établit l'existence d'un Dieu ou fait des observations sur les

affaires humaines, quand, tout à coup, j'ai la surprise de constater qu'au lieu des copules habituelles, « est » et « n'est pas », je ne rencontre pas de proposition qui ne soit liée par un « doit » ou un « ne doit pas ». C'est un changement imperceptible, mais il est néanmoins de la plus grande importance. Car, puisque ce « doit » ou ce « ne doit pas »

expriment une certaine relation ou affirmation nouvelle, il est nécessaire qu'elle soit soulignée et expliquée, et qu'en même temps soit donnée une raison de ce qui semble tout à fait inconcevable, à savoir, de quelle manière cette relation nouvelle peut être déduite d'autres relations qui en découlent du tout au tout. Mais comme les auteurs ne prennent habituellement pas cette précaution, je me permettrai de la recommander aux lecteurs et je suis convaincu que cette petite attention renversera tous les systèmes courants de moralité et nous fera voir que la distinction du vice et de la vertu n'est pas fondée sur les seules relations entre objets et qu'elle n'est pas perçue par la raison. »

Ce texte vaut la peine d'être relu attentivement. Partant de là, Hume soutient qu'un « devoir-être » ne peut jamais être dérivé d'un « être » et qu'on ne peut pas, logiquement, tirer un énoncé normatif d'un énoncé constatatif. Autrement dit : qu'entre la science, qui nous dit ce qui est, et la morale, qui nous dit ce qui doit être, il y a un gouffre infranchissable. C'est cette coupure radicale qu'établit ce qu'on appelle parfois la « guillotine de Hume ».

Si Hume a raison, vous l'avez compris, on ne peut pas prétendre simplement tirer une éthique de l'histoire naturelle des humains et sa guillotine tranche le cou à toutes tentatives de naturalisation de l'éthique. Pour le dire très simplement : les êtres humains peuvent bien par nature être, par exemple, égoïstes, et l'évolution peut bien avoir sélectionné tel ou tel trait : mais cela ne nous dit que ce qui est et ne nous dira pas que cela doit être. Bref : accumulez toute la biologie que vous voulez et le problème éthique reste entier.

Ces deux péchés originels semblent fermer pour de bon la porte à la naturalisation de l'éthique. Pourtant, les dernières décennies du XX^{ème} siècle vont changer cette donne et, avec des travaux novateurs et importants dont nous parlerons la prochaine — et dernière — fois, vont finir par remettre à l'ordre du jour la naturalisation de l'éthique.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca

Une pipe pour la paix, est-ce bien suffisant ? C'est du moins ce que croyaient les premières nations... Cette bande dessinée raconte l'histoire d'un homme et d'une femme : l'un ancien militant communiste arrivé à 50 ans, l'autre est jeune et en pleine possession de ses moyens.

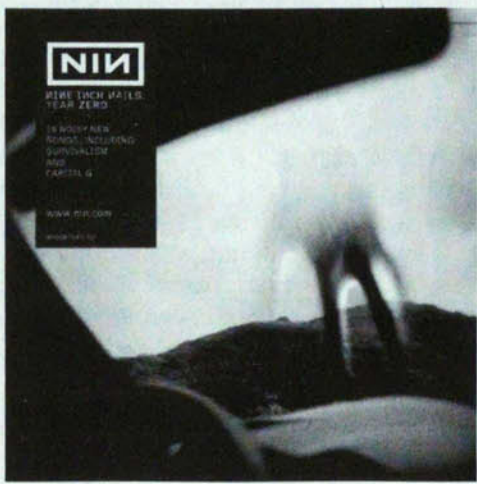


Voici le troisième brouet de ce groupe s'adonnant à des genres aussi torrides que le grand guignol, l'humour noir, les légendes revisitées... Musicalement, si le métal, l'ambient-expérimental ou le folk rock sont des dominantes, ces feux-follets n'en demeurent pas moins facétieux et autodérivoires. Le chant haut perché à quelque chose à voir avec cet oiseau que l'on dit moqueur. Au sommet de leur art carnavalesque, ils déploient, avec leurs textes, des angles de vues déstabilisants favorables à la réflexion. Par exemple, *Caché litte* laisse planer que la police manque gravement aux promesses de style servir et protégé... tandis qu'*On y vend des belles* passe au tordeur cette consommation pétrée d'inexistence. Un album qui rattrape et tord le cou à une farce qui perdure.

RAMON VITESSE



Orwell et les clous de neuf pouces



L'ALBUM YEAR ZERO DU GROUPE ÉTATS-UNIEN NINE INCH NAILS (NIN) n'a certainement pas besoin de l'appui publicitaire du *Couac* pour vendre des copies : le groupe rempli facilement d'immenses salles à chacun de ses spectacles. La campagne de pub l'entourant invite cependant les gens à participer au concept de l'album ; mieux, c'est une campagne présentée sous forme de jeu qui encourage les gens à militer.

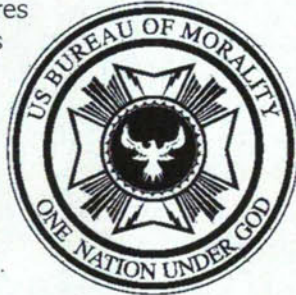
Cet album est un concept en lui-même : l'An Zéro réfère à l'an 2022 de notre calendrier, et tout un monde fictif a été créé autour de cette date. Le terme « campagne publicitaire » énerve d'ailleurs la tête du groupe, Trent Reznor : l'univers de jeu qui y a été créé est pour lui une partie du concept de l'album. Dans ce *Alternate reality game* (jeu de réalité alternative), les fans du groupe sont invités, depuis février 2007, à trouver

et à suivre des indices – c'est une chasse au trésor quoi ! Allant de chandails où des messages cachés forment une adresse Internet jusqu'à l'oubli dans les toilettes d'une clé USB où se trouve une chanson avec des chiffres se cachant dans le spectre sonore, les indices se trouvent un peu partout. Des dizaines de sites Internet ont été créés par le groupe pour faire entendre des extraits de l'album en primeur mais, surtout, pour développer l'univers de cette réalité alternative.

Reznor a parlé de l'album comme « pouvant être à propos de la fin du monde » et c'est bel et bien ce qu'il met en scène : l'An Zéro est un monde apocalyptique qui rappelle nul autre que l'univers de 1984 (George Orwell). Reznor ne souhaite pas seulement présenter ce monde, son instauration et ses dangers ; dans l'An Zéro, le thème de la résistance est omniprésent et l'album en est un de propagande militante (*agit-prop*). Voici quelques exemples de sites qui ont été mis en ligne :

- Bethehammer.net (Sois le marteau) ;
- Opensourceresistance.net (Résistance du logiciel libre) ;
- Freerebelart.net (Art rebel libre) ;
- Artisresistance.com (L'art c'est la résistance) et nul autre que
- USWireTap.com (Surveillance téléphonique des États-Unis ; pour une Amérique plus sécuritaire !)

La ligne du temps de l'An Zéro est ancrée dans notre réalité (avec des nombres négatifs, à partir de l'an 2022 ; 2007 correspond donc à -15) – des références à la chute du Mur de Berlin, aux deux Guerres du Golfe et à l'invasion de l'Iraq y sont faites. Côté prévision pour l'avenir : en octobre -15, un « plan pour la protection de l'Amérique » est mis en place. Ce plan comprend notamment la suspension de l'*Habeas corpus*, permettant ainsi des détentions arbitraires, sans accusation ou jugement. Quelqu'un a dit *certificat de sécurité* ? Les événements s'enchaînent dans les années qui suivent, allant de l'abolition du congrès jusqu'à la fin de la démocratie états-unienne (en -13... 2009).



L'album, sorti au mois d'avril, reprend l'idée et la pousse encore un peu. Le spectacle de lancement de l'album a même été interrompu par l'intervention de pseudo-policiers ! Dans la même veine, une étiquette du *US Bureau of Morality* (Bureau de la Moralité des États-Unis) est apposée à l'album ; nous pouvons y lire : « Consommer ou diffuser ce matériel peut être considéré subversif par le Bureau de la Moralité des États-Unis. Si vous, ou quelqu'un que vous connaissez, êtes engagés dans des actions ou des pensées subversives, appelez 1-866-445-6580. » Soyez un patriote, soyez un informateur !

Évidemment, le numéro fonctionne ; une voix y informe la personne qui appelle qu'elle plaide implicitement coupable à la consommation de musique anti-américaine et qu'elle est identifiée comme unE militantE potentielLE. Et c'est le cas, espérons-le : l'album, lui, répond aux attentes en ce sens et est subversif à souhait – mais attention aux oreilles sensibles, ce n'est pas de la musique de détente !

Le prochain album du groupe devrait en être une suite, et l'idée d'un film a même été lancée... Rendez-vous en octobre ?

GUILLAUME BEAULAC

Nine Inch Nails, *Year Zero*, Nothing Records, 2007.



À L'INSTAR DE CE QUI SERT À BALISER ET NORMALISER NOS MŒURS,

sexualité et autres éléments à criminaliser (à commencer par ce qui contrevient à la propriété privée...) constituent des zones d'explorations créatives redoutables. La prostitution, le terme connote le corps et la sexualité en tant que marchandises, comme force de travail à exploiter autant que, comme activité illicite à condamner, n'échappe pas, de ce fait, à être relayée en BD.

MISS PAS TOUCHE, 2. Du sang sur les mains (coll. Poisson Piloté/ Dargaud) de Hubert et Kerascoët, donne une œuvre qui aurait pu être une bonne BD policière dotée d'une intrigue valable et d'un sujet croustillant évoquant un tueur en série. Ce deuxième et dernier volet nous plonge dans l'abîme d'une double morale d'une classe politique se complaisant dans des agapes, qu'officiellement et vertueusement, elle condamne. Au passage, les auteurs montrent bien la hiérarchie existant dans la maison close et expliquent comment le client garde une distance de consommateur innocent. Le dessin économe sert habilement cette tragédie où les ouvrières (du sexe) sont encore les dindons d'une farce tragique.

CLAIRE DE NUIT, *Sourire gratuit* (coll. Glamour, Fluide Glacial) de Bernet-Trillo- Maicas, aborde la question de la prostitution au ras du trottoir en ayant le mérite de remettre en perspective une tapineuse de rue avec son environnement. Par exemple, Claire Ferrandez, la principale protagoniste- le plus souvent nue, a un enfant et, celui-ci entrevoit des bons et des mauvais côtés au métier de sa mère... Les clients si puissants sont également remis à niveau quant aux performances et aux besoins inassouvissables dépassant largement ceux des faveurs sexuelles pour embraser des dimensions psychologiques complexes ! Une série d'histoires courtes déléguées et pas bêtes du tout.

GLAM ET COMET, *Bons baisers de Saturne* (Albin Michel) de Riff et Corcal sont également des histoires courtes intersidérales d'un couple de copines n'hésitant pas à user de leurs charmes pour revenir sur terre... De fait, les deux punkettes en vadrouille ont perdu leur billet de retour et l'argent qui allait avec ; incidemment elles tentent de dénicher une combine pour atterrir au plus sacrant ! Un univers trouble où les bestioles intergalactiques racistes pullulent et où il sera question d'inversion sexuelle pour de « glandes manœuvres »... Des couleurs et un humour trashy doublé d'un dessin étoilé !

VALENTIN TARDI

The name is Bond, Patrick Bond Comment l'Afrique du Sud permet de comprendre le Québec



LES RÉFLEXIONS DE GAUCHE SUR LA SITUATION POLITIQUE EN AFRIQUE DU SUD ne sont pas des choses courantes au Québec. Pourtant, la situation dans laquelle ce pays se trouve depuis sa sortie de l'apartheid en 1994 peut se révéler fort utile pour étudier le cas québécois. Un allié important dans cette réflexion est un certain M. Bond, qui contrairement à son homonyme cinématographique, semble travailler contre les intérêts de sa majesté et de l'impérialisme.

Deux ouvrages de Patrick Bond récemment réédités sont particulièrement intéressants : *Elite Transition* (2000, 2005) et *Talk Left, Walk Right* (2004, 2006). Les deux s'attaquent à un constat troublant, mais à partir d'angles différents. Ce constat : 60% des Sud-Africains croient que le pays allait mieux sous le régime de l'apartheid. Chez les personnes noires, ce taux descendait légèrement, mais demeurait au-dessus de 50%. Comment expliquer ces étonnants résultats qui donnent l'impression qu'un peuple entier s'ennuie d'une servitude effrayante ? Voilà ce à quoi les deux livres tentent de répondre. *Elite Transition* s'attaque à la gestion des politiques nationales et *Talk Left, Walk Right* se concentre sur les relations internationales de l'Afrique du Sud des dix dernières années.

Au niveau des politiques nationales, la situation socio-économique est alarmante. « Le revenu moyen des ménages noirs a décliné de 19% de 1995 à 2000 alors que les ménages blancs ont augmenté leurs revenus de 15%. Les ménages avec un revenu mensuel de moins de R670 [environ 108\$CAN] – surtout des ménages noirs, métisses ou asiatiques – représentaient 20% de la population en 1995 et 28% en 2000. La moitié la plus pauvre de la population Sud-Africaine possédait 9,7% du revenu national (en baisse par rapport au 11,4% de 1995), alors que le cinquième le plus riche contrôlait 65% du revenu national [...] Selon les statistiques officielles, le taux de chômage est passé de 16% en 1995 à 31,5% en 2002. Si on ajoute à cela les gens qui ont abandonné toute recherche d'emploi, le taux de chômage atteint 43%. » Dans *Elite Transition*, Bond fait la critique des politiques nationales de privatisation, de réduction des programmes sociaux et de muselage des groupes communautaires et des ONG menées par le gouvernement de l'ANC au pouvoir depuis 1994. Pour ceux et celles qui en auraient encore besoin, ce livre démontre les effets désastreux des programmes d'ajustement structurels et des politiques néolibérales dont le Fond Monétaire Internationale, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce et Monique Jérôme-Forget font la promotion.



Talk Left, Walk Right se penche justement sur l'implication du gouvernement sud-africain dans ces institutions (mais, il ne parle malheureusement pas de Monique Jérôme-Forget, à notre grand désarroi). Bond y fait la démonstration que les discours gauchisants du président sud-africain Thabo Mbeki et de ses collègues qui prétendent vouloir réformer les institutions internationales n'ont aucun lien avec les accords qu'ils ont conclus et les gestes qu'ils ont posés. Au lieu de combattre l'*apartheid global* qu'ils dénoncent, ils le renforcent sciemment en : appuyant des dictatures infamantes (au

Zimbabwe, au Tchad, au Nigeria, etc) ; en imposant des politiques néolibérales à leur propre pays (comme la privatisation de l'eau) ; en négociant avec le G-8 au contraire des intérêts de l'Afrique ; en acceptant d'oublier les réparations pour le colonialisme, l'apartheid et l'annulation de la dette des pays africains ; et en appuyant des politiques financières et monétaires qui désavantagent l'ensemble des pays pauvres.

Ces lectures nous laissent devant un drôle de constat. Alors que la libération est derrière eux, les sud-africains n'ont pas connu une vie plus agréable, ni une situation plus intéressante. La thèse de Bond est simple : au lieu de travailler à l'émancipation des noirs sud-africains, l'ANC a mis sur pied une bourgeoisie sud-africaine noire capable de reproduire à peu de chose près le régime de l'apartheid sans qu'il soit basé sur un racisme structurel. Les noirs n'y sont plus exploités, affamés et laissés dans des conditions déplorables parce qu'ils sont noirs, mais bien parce qu'ils sont pauvres. Au lieu d'être des élites blanches qui célèbrent leur domination, ce sont des élites noires et blanches qui célèbrent ensemble leur libération.

Cette thèse peut être appliquée au Québec. D'autres ont déjà avancé l'idée que la révolution tranquille n'était en fait que la création d'une bourgeoisie canadienne-française. Il semble plus enrichissant encore de réfléchir à ce que deviendrait le Québec suite à une indépendance basée sur la seule logique de la libération nationale du peuple Québécois, option qui est d'ailleurs de moins en moins séduisante pour les Québécois et Québécoises comme ils semblent penser, à tort ou à raison, n'être plus dominés. L'exemple de l'Afrique du Sud montre bien que même accompagné d'un projet de société qui se promet de venir à bout des inégalités sociales et de l'exploitation (les discours de l'ANC d'avant 1994 étaient proprement révolutionnaires), il peut très bien ne mener qu'à un simple changement de garde des élites dominantes sans pour autant les abolir. On a froid dans le dos à penser à ce qu'il adviendra d'une indépendance qui a pour seuls objectifs un siège à l'ONU, un hymne national et la fin du déséquilibre fiscal. Quelque chose comme l'éternel retour du même, probablement.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

BOND, Patrick, *Elite Transition*, University of KwaZulu-Natal Press, 2000 (réédité en 2004), 320 p.

BOND, Patrick, *Talk Left, Walk Right, South Africa's Frustrated Global Reform*, University of KwaZulu-Natal Press, 2004 (réédité en 2006), 302 p.

Le « Triumvirus »

- La Tribu du Verbe •
- Musironie •
- Le Couac •

www.latribudiverbe.com,
www.musironie.com et www.lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel.

3 types de médias
Blogue, radio, journal.

Un même but
Tirer sur la connerie où qu'elle soit !



Le PQ, rémission ou phase terminale? Quel avenir pour Pauline Marois?

LA CRISE QUI SECOUR ACTUELLEMENT LE PARTI QUÉBÉCOIS a donné l'occasion à plus d'un opportuniste, à gauche comme à droite, de déclarer la mort du Parti Québécois, quand ce n'était pas carrément celle de l'idée d'indépendance elle-même. Or, qu'en est-il? N'est-ce pas plutôt la mort d'un projet provincialiste-gestionnaire dont tout le monde, Pauline Marois en tête, devrait prendre acte?

Dès lors qu'André Boisclair eût démissionné, les éditorialistes libéraux, les nationalistes conservateurs et les adversaires de l'indépendance, Stéphane Dion en tête, ne se sont pas gênés pour proclamer que le PQ était en phase terminale, et que cela traduisait l'agonie de l'idée d'indépendance, voire celle d'une génération politique.

Pourtant, ce parti, déjà enterré à plusieurs reprises, tantôt par les experts, tantôt par les idéologues, a toujours montré une étonnante capacité de se refonder. Il faudrait se garder de verser encore une fois dans la surinterprétation: le PQ est affaibli, mais il est encore loin d'être moribond.

La tentation de réduire la crise du PQ à une crise de leadership résultant de l'incompétence d'André Boisclair est forte. Le phénomène du vedettariat et de la

personnalisation médiatique y contribue tout autant que le caractère forcément « bonapartiste » et messianique qui est attendu de tout leader nationaliste.

Il faut ajouter à cela une tendance rampante de l'analyse politique contemporaine à se replier dans un subjectivisme impressionniste qui laisse dans l'ombre les problèmes plus structurels. C'est ce même subjectivisme qui tend à ramener chaque problème que connaît ce parti à une tension entre modérés et « purs et durs », oubliant d'analyser les racines de la crise.

Dès 2003, le parti voit sa base désertir, particulièrement les jeunes. Entre Davos et Porto Alegre, le PQ n'a pas choisi son camp, laissant le projet social se diluer dans un libre-échangisme insipide. La réduction de l'indépendance à une affaire de déséquilibre fiscal ou de points d'impôts à rapatrier traduit elle aussi le recul de l'idée d'indépendance au profit d'un provincialisme gestionnaire, résultant de la domination constante du parti de gouvernement affairiste sur le parti-mouvement et sur le parti-idée.

Cela entraîne bien sûr des problèmes de pédagogie politique sur les enjeux identitaires, et le repli vers une position de nationalisme conservateur proche de l'autonomisme adéquiste. Les secteurs

les plus militants, constamment floués par leur chef, en arrivent à tout focaliser sur une fausse police d'assurance: la rapidité de la tenue d'un référendum.

cueillir les fruits du populisme de droite et neutraliser son flanc gauche. Cela n'a bénéficié qu'à « l'équipe » Dumont.

La gauche doit tirer deux leçons principales de cet échec. D'abord, le départ d'André Boisclair signale l'impasse du provincialisme gestionnaire, du néolibéralisme et de l'autonomisme qui ont caractérisé le PQ des dernières décennies depuis le « beau risque ». L'entourage de Mme Marois devrait en prendre acte.

En second lieu, si l'on admet que l'indépendance soit autre chose qu'un fond de commerce avec lequel on assure sa réélection perpétuelle, il faut reconnaître que cette idée, pleine de sa charge émancipatrice politique et économique originelle, en appelle avant tout à la souveraineté populaire et qu'il appartient aux partis politiques qui disent encore la porter de tout mettre en œuvre pour que celle-ci s'exprime sans tarder. En effet, au-delà des questions techniques, c'est sur la nécessité et les finalités de l'indépendance qu'un débat de fond s'avère urgent.

FRANÇOIS CYR et ERIC MARTIN

Entre Davos et Porto Alegre, le PQ n'a pas choisi son camp, laissant le projet social se diluer dans un libre-échangisme insipide.

Il est important pour la gauche d'étudier et d'écouter ce qui se trame actuellement au Parti Québécois. L'indépendance est en effet une idée trop importante pour conclure qu'elle peut être emportée dans l'oubli par le seul soubresaut d'un parti politique, qui pourrait d'ailleurs se relever rapidement sous la houlette de la gauche social-démocratique proche de Pauline Marois.

Tout ce beau monde devrait plutôt constater l'échec de la « tactique Boisclair », c'est-à-dire, la tentative de monopoliser la question nationale tout en niant l'existence d'un gauche autonome (Québec Solidaire), envers laquelle le PQ n'a montré que la fermeture la plus totale depuis sa fondation il y a un peu plus d'un an. Boisclair avait préféré chasser sur les terres de l'ADQ, espérant

Boisclair, un homme blessé

VOILÀ QUELQU'UN QUI EST REVENU EN POLITIQUE à un moment où la situation générale était déjà compromise: le mouvement indépendantiste dans une phase problématique, à quoi s'ajoutent la harpermanie, le glissement de certaines régions vers la droite, la montée de l'ADQ à la faveur de cette conjoncture et enfin la dispersion de certains éléments naguère acquis au PQ.

L'élection d'André Boisclair à la présidence du PQ coïncidait avec ces circonstances de mauvais augure, à un moment où, élément additionnel, l'histoire des commandites, qui avait provoqué une revigoration inespérée, avait beaucoup perdu de son impact. M. Boisclair fut lui-même perçu comme un problème, ce dont les libéraux se réjouissaient bien entendu.

Un problème de leader conjugué avec une situation politique objectivement très préoccupante, cela faisait un bien mauvais mélange. Pour le PQ, il aurait été difficile d'imaginer situation plus inquiétante, à l'externe comme à l'interne, donc globalement. Comment le parti, dans cette condition, pouvait-il envisager la possibilité d'un redressement?

Le cas devenait désespérant. M. Boisclair, malgré ses qualités, constituait par lui-même un facteur de division et d'affaiblissement. Plus il persistait à vouloir se maintenir, plus cette division s'accroissait. Il n'y avait pas moyen de sortir de ça. C'était inextricable. Le PQ devait traîner cette difficulté à un moment où il avait à affronter la pire conjoncture de son histoire.

L'affaire pressait, chaque jour comptait, comme c'est toujours le cas quand on en arrive à une extrémité. Il n'y avait qu'un moyen pour empêcher la situation de s'aggraver encore – pour le parti comme pour André Boisclair d'ailleurs – c'était, pour ce dernier, de s'ôter à lui-même ce fardeau, en même temps qu'au parti. M. Boisclair a fait ce qu'il devait.

S'y résoudre n'a pas dû être facile, c'est le moins qu'on puisse dire. Se rend-on compte jusqu'à quel point on doit lui en savoir gré? Il faudrait qu'il se sente un peu entouré dans ce genre d'épreuve. Les gens restent en général impassibles devant des situations individuelles pareilles, surtout en politique d'ailleurs. Un moment de réflexion sur ce sujet serait bienvenu. M. Boisclair est sans doute un homme blessé.

PIERRE VADEBONCEUR

Une larme pour André Boisclair?

QUAND ANDRÉ BOISCLAIR A REMIS SA DÉMISSION COMME CHEF DU PQ, certains ont salué ce geste responsable, tout en soulignant combien il a dû être difficile sur le plan personnel. Si l'on considère l'événement d'un point de vue strictement politique, c'est sans doute vrai. Mais doit-on se limiter à ce cadre étroit d'analyse pour quelqu'un dont la fonction est d'être au service de son parti et, une fois élu, de tous les Québécois? Se pourrait-il, pour le dire un peu crûment, qu'on n'ait pas à verser de larmes sur ce qui arrive à André Boisclair?

Élargissons donc notre cadre d'analyse en considérant André Boisclair comme un être humain comme les autres. Comme il ne refusait pas la coquetterie de parler de lui-même à la troisième personne, je crois qu'il serait d'accord pour que l'on compare la situation d'André

Boisclair avec quelques unes de mes connaissances personnelles dont l'estime d'elles-mêmes parfois chancelante, contrairement à celle d'André Boisclair, m'oblige ici à les désigner sous des noms d'emprunt.

André Boisclair a donc perdu sa job. Chantal Côté aussi. En fait, non, puisque André Boisclair demeure député. Chantal, elle, est bel et bien clairée et ce n'est pas faute d'avoir livré la marchandise. Délocalisation vers l'Inde, trois semaines de préavis, un petit cadeau symbolique, et bonne chance pour la suite. La

suite, avec le loyer qu'elle devra probablement quitter cet été, ce sera la joie d'un déménagement en plein mois de juillet vers quelque chose de plus petit et de moins cher. Mais pas une larme ne sera versée sur Chantal Côté, ce qui ne fut pas le cas pour André Boisclair.

André Boisclair pourra toujours retourner aux études s'il s'ennuie trop comme député de Pointe-aux-Trembles. Il pourra retourner dans une riche université américaine parfaire son sens des affaires. Éric Bonin, lui, ne pourra pas retourner aux études en septembre. Ça prenait déjà tout pour qu'il joigne les deux bouts avec sa job à temps partiel comme préposé aux bénéficiaires. Avec la hausse des frais de scolarité prévue en septembre, il cessera probablement définitivement sa maîtrise en philo pour faire plus d'heures et assurer le minimum vital à ses deux enfants et à sa blonde, elle aussi aux études. Mais contrairement à ce qu'on vit pour André Boisclair, personne ne versera une larme sur la carrière avortée d'Éric Bonin.

Si le moral ne va toujours pas pour André Boisclair, il pourra toujours prendre des vacances. Sans aller jusqu'à se faire payer quelques jours de repos sur le yacht d'un ami milliardaire comme l'a fait Nicolas Sarkozy, André Boisclair pourra peut-être compter sur son ami le Dr. Réjean Thomas pour qu'il lui aménage une petite pièce en haut de sa clinique, la vue sur Montréal y est telle-

ment imprenable... Paulo Garcia qui vit dans l'illégalité aux États-Unis, voit aussi la ville d'Atlanta de haut. Mais c'est en posant du gyproc dans des immeubles du centre-ville, ce qui lui laisse un peu moins de temps pour contempler. Sa famille, toujours au Mexique, ne prend pas de vacances non plus. C'est tout juste si l'argent envoyé par Paulo leur permet de manger. Mais personne ne verse une larme sur eux, alors que pour André Boisclair...

André Boisclair aura aussi le loisir de lire s'il s'ennuie. Il y a toujours des vieux numéros de *L'Actualité* ou du magazine *Les Affaires* qui traînent dans les salles d'attente de médecin. Mais rarement des *Couacs*, on se demande bien pourquoi d'ailleurs. Par contre, à la coopérative de travail Café Touski, il y en a toujours plein sur la table à l'entrée. C'est d'ailleurs là que Jean-Marc St-Cyr travaille comme cuisinier. Avant, il travaillait dans un resto sur St-Denis, mais il a été mis à la porte pour avoir envoyé chier son boss. André Boisclair a aussi envoyé chier une part importante de ceux pour qui il est censé travailler, les syndicats. Et ceux-ci l'ont donc licencié. Mais curieusement, on a versé quelques larmes pour André Boisclair, mais pas pour Jean-Marc St-Cyr qui admet avoir son petit caractère et a de toute façon horreur des Kleenex.

Au Café Touski, Jean-Marc St-Cyr n'a pas été mis à la porte car étant son propre boss il aurait été plutôt mal venu de le faire. En fait, il n'y a pas de boss dans ce café autogéré, ce qui ne l'empêche pas de fonctionner dans une belle ambiance. On ne perd donc pas un temps fou à se chercher un chef et c'est d'ailleurs ce qui permet à Jean-Marc St-Cyr de lire *Le Couac*. Et il y apprend plein de choses, notamment sur André Boisclair.

Dans *Le Couac* d'octobre 2005, il apprenait par exemple comment André Boisclair avait traité les assistés sociaux en tant que Ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale lors de la triste histoire de la démutualisation des compagnies d'assurance. À l'époque, André Boisclair avait permis que se produise une injustice impensable contre des milliers de personnes qui ont subi un véritable vol qualifié de la part du Ministère (racontée au www.lecouac.org/article.php3?id_article=9). Personne n'a jamais versé une larme pour eux, mais pour André Boisclair, quelques-uns, si.

Dans *Le Couac* de juillet 2006, Jean-Marc St-Cyr n'en est tout simplement pas revenu de lire les déclarations d'André Boisclair. Je vous passe les références de chacune que l'on retrouve dans ce numéro, pour ne garder que l'essence de ses propos. André Boisclair aurait donc déclaré être « heureux d'avoir fait partie d'un gouvernement qui a réduit les impôts des entreprises », « favorable au Partenariats publics-privés (PPP) », « désireux de créer un fonds de remboursement de la dette ». André Boisclair a également salué les signataires du *Manifeste pour un Québec Lucide* pour leur « contribution importante » et a choisi Michel Audet, anciennement de l'*Institut Économique de Montréal*, comme conseiller spécial pour « la qualité de ses idées ».

C'est alors que, pour une rare fois dans sa vie, apprenant la démission d'André Boisclair et repensant à ce qu'il avait lu dans *Le Couac*, Jean-Marc St-Cyr a fouillé dans ses poches et, ému, en a sorti un Kleenex pour éponger une larme.

YVON D. RANGER

